

Elu et victime du racisme

Injures, insultes racistes, jusqu'à des menaces de mort. En septembre 2020, l'AMF^{*} dénonçait la recrudescence des agressions envers les élus locaux : deux-cent-trente-trois maires ont été concernés entre janvier et juillet. Parmi les victimes, Azzedine Taïbi, maire de Stains (Seine-Saint-Denis).

Catherine Choquet (membre du comité de rédaction de D&L) :
Azzedine Taïbi, vous avez hélas défrayé la chronique à l'automne 2020. Un rassemblement a été organisé à Stains pour vous soutenir le 26 septembre... Pouvez-vous nous en dire plus ?
Azzedine Taïbi : dès ma première élection, en 2014⁽¹⁾, j'ai reçu des courriers d'insultes, mais à l'époque cela se limitait à un ou deux par mois. Aujourd'hui, c'est devenu quasiment hebdomadaire et cela prend diverses formes, y compris des appels téléphoniques avec des insultes du genre « *sale bougnoule, sale Arabe, retourne dans ton pays* ». En 2020, les menaces sont devenues de plus en plus violentes. J'ai ainsi reçu une lettre dont l'auteur – qui a signé de son nom – écrivait : « *Regardez bien devant, derrière, sur les côtés... on va venir te crever !* » Je me demande si ces racistes, qui ne se cachent même plus, ne vont pas finir un jour par passer à l'acte. C'est pourquoi j'ai décidé dorénavant de porter plainte. J'espère que la réponse pénale sera à la hauteur.

Comment peut-on expliquer cette aggravation ?

Ce sont sans doute mes engagements qui me valent ces déversements de haine. Il suffit de constater les réactions après la réalisation en juin 2020, par une association d'artistes stanois, de la Fresque contre les violences policières surmontée de la phrase « Contre le racisme et les violences policières »... Suite à une polémique lancée par le syndicat de policiers Alliance sur le mot « policières », le préfet m'a mis en demeure de faire modifier cette phrase⁽²⁾. Mais c'est une expression artistique ! La fresque a été taguée peu de temps après, j'ai donc porté plainte. Le collectif d'artistes l'a remise en état. Elle a été remplacée fin septembre par une autre, représentant la députée Danièle Obono portant un bonnet phrygien (pour répondre à *Valeurs actuelles* qui l'avait représentée réduite en esclavage), inaugurée le 26 septembre à l'issue d'un rassemblement organisé contre les violences racistes subies par de plus en plus d'élus. Car je ne suis pas la seule victime de propos insultants : le nouveau maire de Villetaneuse, Dieunor



Azzedine Taïbi

Excellent (DVG), né en Haïti, élevé en Guyane, y a eu droit, lui aussi. Dès son élection il a été contesté, accusé d'avoir été élu après avoir fait de la sorcellerie. C'est évident : il est noir, donc il la pratique ! Constamment, on nous renvoie à des clichés racistes. Mais parfois un discours encore plus sournois renvoie à nos origines sociales. On nous accuse parfois d'incompétence, et j'ai même l'impression d'être un peu plus surveillé par certaines institutions. On a le sentiment de devoir faire deux fois plus nos preuves, parce que nos origines ou notre couleur sont différentes. Pourtant je suis français, né en France... Alors quand on me dit que je dois « retourner au bled », je rappelle que mon bled, il est ici.

Ce phénomène est-il limité à votre département ?

Il est vrai que plusieurs élus de Seine-Saint-Denis ont été victimes de ces traitements injurieux et de ces menaces. L'Amif⁽³⁾ relevait, en novembre 2020, les agressions et menaces de mort contre le maire de L'Île-Saint-Denis, dont un autre élu a aussi été victime de propos racistes parce que juif. C'est nauséabond et inadmissible. Les mêmes faits ont été constatés en Essonne, dans les Yvelines ou dans le Val-de-Marne. S'y ajoutent des attaques homophobes. Et en 2016 on avait déjà relevé des actes visant des élus d'origine asiatique. Ce phénomène est aussi en hausse en Rhône-Alpes, comme à Givors, et il est apparu dans la Sarthe... Ce n'est donc pas quelque chose d'isolé, et cela concerne tous les partis politiques. Cela correspond à une dégradation générale du climat socio-politique, qui, de plus en plus, expose les élus à la montée des tensions identitaires. Il ne faut pas laisser faire ! Pas laisser passer une seule menace sans réagir. ●

* Association des maires de France.

(1) NDLR : A. Taïbi est alors devenu le premier maire d'origine maghrébine d'une ville de Seine-Saint-Denis et d'une ville française de plus de trente-mille habitants.

(2) L'Observatoire de la liberté de création a publié une lettre ouverte le 23 juin 2020, rappelant au préfet qu'il ne lui appartenait pas de restreindre la liberté d'expression et de création, et lui précisant que cette fresque ne heurtait aucune disposition légale (www.ldh-france.org/lettre-ouverte-de-lobservatoire-de-la-liberte-de-creation-a-lattention-du-prefet-de-seine-saint-denis).

(3) L'Association des maires d'Ile-de-France.